

CHANGEMENTS SCIENTIFIQUES ET TRANSFORMATIONS DU POUVOIR: LES SCIENCES SOCIALES AU QUÉBEC

Michel Leclerc

Guy Rocher & al, *Continuités et ruptures*, (Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1984).

Du temps où les sciences sociales québécoises ne possédaient qu'une histoire, on n'invoquait guère que leurs finalités internes pour justifier leur existence. Aujourd'hui elles ont intégré le circuit des échanges économiques, de telle sorte que leur légitimité n'est plus strictement limitée aux frontières du savoir et qu'elles doivent répondre de leur valeur d'échange. Mais cette nouvelle assise économique paraît bien fragile. En 1983, par exemple, les dépenses brutes de R-D en sciences humaines au Canada totalisaient 459 millions \$. Somme impressionnante certes, mais infime en regard des dépenses affectées aux sciences naturelles au titre de la R-D, lesquelles équivalaient à près de 5 milliards \$. En termes relatifs, pourtant, la part des sciences humaines dans l'effort global de recherche au Canada n'a cessé de s'amenuiser au cours de la décennie précédente, passant de 11,9% en 1971 à 8,5% en 1983, soit une réduction égale à 28,6%¹.

En dépit d'un poids relatif en continuelle régression, l'importance économique des sciences sociales suffirait à justifier qu'on les scrute à nouveau. Au

QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

Québec, la réflexion sur le sujet n'est pas nouvelle et a déjà donné lieu à un éventail considérable de travaux². La réflexion collective sur le sujet fait également partie de nos traditions intellectuelles, en particulier depuis la parution en 1953 des *Essais sur le Québec contemporain* regroupés par J.-C. Falardeau dans le cadre d'un colloque de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval qui devait mettre en lumière la nature des changements sociaux engendrés par l'industrialisation et l'urbanisation de la société québécoise.

En 1962, à l'occasion de son premier colloque, la revue *Recherches sociographiques* fit paraître à son tour *Situation de la recherche sur le Canada français*, lequel rassemblait les textes de communication esquissant "un diagnostic de l'état des travaux dans les divers domaines de la recherche"³. Récemment, à l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire de fondation, *Recherches sociographiques* renouait avec sa propre tradition en publiant *Situation de la recherche 1962-1984*,⁴ premier volume des communications présentées lors d'un colloque tenu à Québec en septembre 1984 et dont le thème central s'inscrivait dans le prolongement du colloque inaugural de 1962.

Un peu plus tôt, soit en octobre 1981, la Société Royale du Canada tenait au Mont-Gabriel un colloque réunissant une cinquantaine de praticiens des sciences sociales, invités à échanger leurs points de vue sur le thème: "Continuité et rupture — Les sciences sociales au Québec". Selon le sociologue Guy Rocher, qui fut l'un des organisateurs de cette rencontre, le "colloque du Mont-Gabriel" poursuivait un double objectif: 1. instaurer "un moment de dialogue entre les quatre générations de chercheurs et de professeurs qui, des années trente aux années quatre-vingt, ont ouvert et étendu le chantier des sciences humaines au Québec et 2: dégager de la confrontation des témoignages "une perception plus raffinée, plus subtile, plus pénétrante de l'interaction qui s'établissait entre les idées et les recherches en sciences humaines et l'évolution économique, sociale et politique de la société québécoise dont elles émanaient ou à laquelle elles s'adressaient" (pp. 7-8).

De ce colloque sont issus deux volumes regroupant trente-quatre textes de trente-six auteurs différents et totalisant plus de six cents pages. Tour à tour inventaire, analyse rétrospective, bilan, témoignage personnel, réflexion critique, ce document constitue, indépendamment de la diversité et du caractère forcément disparate de l'ensemble, une somme précieuse pour notre connaissance des sciences sociales dans la société québécoise.

Compte tenu de l'espace dont nous disposons, il est à toute fin pratique impossible de dresser un compte-rendu fidèle et équitable d'un ouvrage aussi fragmenté et dont, par surcroît, la subdivision en quatre sections thématiques (1. "L'histoire par ceux qui l'ont faite"; 2. "Les pratiques disciplinaires: unité ou diversité"; 3. "Les pratiques sociales: sur les chantiers ouverts"; 4. "Les perspectives critiques; quelques remises en question") a donné lieu à de

nombreux chevauchements internes entre des textes mal à l'aise dans cette découpe artificielle. Il nous a semblé préférable, dans ces conditions, de ne pas subordonner rigidement notre propre commentaire à un plan général déjà abondamment transgressé. Notre compte-rendu s'articulera donc autour de deux thèmes principaux: 1. continuités et ruptures; 2. science, pouvoir et société.

1. Continuités et ruptures

Reconnaissons d'emblée aux organisateurs du colloque le mérite d'avoir perçu à l'avance les multiples interprétations potentielles contenues dans ce thème: "continuités et ruptures entre les générations, entre les écoles de pensée, entre les thèmes majeurs adoptés par les chercheurs, entre le XIX^e et le XX^e siècle, entre l'Europe et l'Amérique entre l'homme et les sciences de l'homme, entre la société et les sciences sociales" (G. Rocher, p. 10).

Si l'axe des continuités et des ruptures peut en effet être décomposé sous la forme de semblables unités paradoxales, celles-ci se développent, en contrepartie, à l'intérieur d'un champ plus vaste de déterminations sociales, de telle manière que, comme l'a montré W.O. Hagstrom, la rupture sur le plan scientifique se double d'une rupture sur le plan social⁵.

Les sciences sociales au Québec fournissent de nombreux exemples de ce phénomène. Ainsi, la constitution d'un nouveau corps de scientifiques formé non plus selon la tradition académique européenne, mais selon les méthodes et les principes en vigueur dans les universités américaines, entraînera un renouvellement profond des programmes et des structures dans les sciences sociales. À la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, 1943 marque le retour d'un premier contingent de professeurs formé majoritairement aux États-Unis. Ceux-ci vont rompre à la fois avec le modèle de l'"amateurisme scientifique" hérité des années 1920 — caractérisé par l'hybridation des rôles et des idées⁶, la sous-spécialisation, l'indifférenciation disciplinaire, etc. — et avec la conception philosophique dominante qui régissait jusque-là l'enseignement des sciences sociales. L'autonomisation de la pratique scientifique par rapport à la philosophie thomiste ne sera possible cependant qu'avec la transformation des enjeux sociaux gouvernant l'organisation des structures universitaires et la vie des élites. Comme l'explique Marcel Fournier, le "moment où les sciences sociales entrent, un peu malgré elles et en dépit des nombreuses précautions (oratoires et institutionnelles) que prennent leurs responsables, en conflit avec la philosophie (thomiste) coïncide donc avec celui où ces "nouvelles" disciplines acquièrent un poids plus élevé dans la structure universitaire et deviennent, pour un plus grand nombre de membres de la nouvelle petite bourgeoisie, un capital culturel hautement valorisé"⁷.

La formation de base représente donc une source de discontinuité intellectuelle suffisamment structurante pour que l'économiste Pierre Fortin puisse

QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

affirmer que "parmi les membres de la jeune génération, les éléments de rupture avec les aînés ont nettement dominés les éléments de continuité" (p. 161). Si dans le domaine de la recherche économique cette rupture prit notamment la forme d'une "décanadianisation" des objets d'étude sinon, comme le suggère Fortin, d'une *désintellectualisation* (p. 163) de l'analyse économique au profit d'une conception plus pragmatique des faits, en histoire l'adhésion à de nouveaux paradigmes disciplinaires s'inscrivait ouvertement dans une critique plus large des institutions politiques et sociales.

Au début des années 1950, les membres de l'école historique de Montréal (Michel Brunet, Guy Frégault, Maurice Séguin) commençaient à définir les principes fondamentaux du "néo-nationalisme": "la nécessité de vivre, d'agir par soi, d'être autonome dans le plus grand nombre de champs collectifs possibles; et, ultimement, chez les plus radicaux, la nécessité de se déterminer soi-même librement dans les affaires politiques, économiques et culturelles pour devenir "normaux" (J.P. Wallot, p. 116).

Ces postulats constituaient non seulement une critique systématique de l'interprétation historique traditionnelle, dont ils dégonflaient certains mythes" (M. Brunet, . 46) imposés depuis la Conquête, mais conduisaient en outre à la contestation radicale d'un fédéralisme centralisé et tout entier fondé sur l'infériorisation structurelle de la minorité "canadienne-française". En somme, la rupture avec la pensée historique dominante servit de base à la formulation, à l'intérieur du champ disciplinaire lui-même, d'une nouvelle idéologie nationaliste.

Plus que tout autre phénomène sans doute, l'émergence d'une pensée nationaliste moderne au Québec, aussi bien en sociologie qu'en histoire, met en lumière le caractère baroque de toute tentative visant, à la façon de l'idéalisme philosophique de A. Koyré, à définir la science comme essentiellement *theoria* et possédant de ce fait une vie propre et une histoire immanente⁸.

La nationalisation du champ scientifique québécois montre à l'évidence que "l'institution scientifique est l'enclume sur laquelle on donne une forme viable aux valeurs souvent conflictuelles de la science et de la société"⁹. Les axiomes fondamentaux du nationalisme d'après-guerre se sont donc réconciliés et dissous, quinze ans plus tard, au sein de groupes et de fractions de classe en pleine ascension. "L'obsession nationalitaire" (J.J. Simard, p. 511), à l'intérieur du champ scientifique lui-même, représente moins une réfutation de l'idéologie conservatrice qu'un support rationnel visant à "modifier la division ethnique du travail scientifique et par là même de favoriser l'accès des francophones à des positions plus élevées au sein du champ scientifique canadien"¹⁰.

Les textes de ce colloque sur les sciences sociales au Québec ont surtout insisté sur les éléments de rupture et de discontinuité. Faut-il attribuer cette tendance au fait que certaines générations éprouvent le sentiment de n'avoir

“rien reçu en héritage”, selon la formule désabusée de Daniel Latouche (p. 191) ou, plutôt, à une sorte de volontarisme intellectuel rejetant toute forme d’ascendance idéologique ou toute appartenance à une orthodoxie passée?

En fait, alors que la génération de la Révolution tranquille se retranchait dans des stratégies de *fermeture* ou de *dénégation*, marquant ainsi une séparation explicite entre l’éthique scientifique et le sens commun, la génération précédente adoptait, *a contrario*, des stratégies destinées à reproduire les “apparences de la cumulativité”, lesquelles impliquaient la référence visible aux sources canoniques de leurs disciplines d’appartenance.¹¹

Dans cette perspective, les éléments de continuité cognitive sont spontanément associés à une forme plus ou moins définie de dépendance intellectuelle, tandis que l’axe des ruptures est invoqué de manière ostentatoire pour marquer son hétérodoxie intellectuelle.

Mais les réflexes collectifs de générations successives de praticiens des sciences sociales ne sont peut-être pas si aisément réductibles à ce genre de polarisation idéologique. Les sciences sociales qui, au cours des années 1930, s’organisaient autour du processus de sécularisation du discours savant, sont-elles intrinsèquement en rupture avec les sciences sociales des années 1960, toutes entières absorbées dans la nationalisation de ce discours? Ne s’agit-il pas, dans les deux cas, d’une volonté d’instaurer une cohérence commune entre une pratique discursive toujours incapable de se réfugier dans la seule revendication positiviste, et un ordre social qui tend naturellement à supprimer la distance symbolique qui sépare le discours savant de l’idéologie, comme si *la rupture (apparente) participait d’une continuité* (sous-jacente et indéfinie) (J. J. Simard, p. 516)?

2. Science, société et pouvoir

Les premières années des sciences sociales à l’Université Laval se résument en un mot d’ordre impérieux: “s’engager” (G.H. Lévesque, p. 57). Le premier colloque du département des relations industrielles en 1951 n’est pas simplement l’occasion d’amorcer une réflexion systématique sur les changements sociaux, mais plutôt un moyen de redéfinir l’ordre des relations entre l’université et la société, c’est-à-dire entre des savoirs spécialisés et des demandes sociales.

La légitimation des positions acquises à l’université passait donc par l’extension de la visibilité externe. Les moyens d’action utilisés prirent des formes diverses: création d’un *Bulletin des relations industrielles*, lutte pour la déconprofessionnalisation des organisations syndicales, mise sur pied d’un Conseil supérieur de la coopération, laïcisation du corps professoral, etc. Mais ce que les textes des “pionniers” révèlent principalement c’est l’intrusion délibérée des sciences sociales dans le champ des luttes politico-sociales. Le cas des relations industrielles est exemplaire à cet égard, car il indique clairement com-

QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

ment certaines sciences sociales se sont posées non pas d'abord comme une source d'expertise technique, mais surtout comme des systèmes d'intervention sociale d'un genre nouveau. Ainsi, l'action menée par le département des relations industrielles en faveur du retrait d'un projet de Code du travail (bill no 5) présenté en janvier 1950 par Maurice Duplessis, ainsi que son soutien concret aux travailleurs de Murdochville à l'occasion de la grève de l'amiante s'inspiraient d'une "philosophie" qui prônaient l'"humanisation des rapports du travail".

L'aménagement des relations de travail, qui constituait l'enjeu central de l'intervention sociale de certains groupes d'universitaires dans le champ des relations industrielles, s'inscrivait dans le cadre de quelques libertés fondamentales: "liberté d'initiative, liberté d'entreprise, liberté d'expression, liberté d'association, démocratie politique" (G. Dion pp. 78-79).

La modernisation de l'appareil d'État transformera radicalement les relations entre le pouvoir politique et les praticiens des sciences sociales. Jusque là, les sciences sociales québécoises étaient demeurées sous l'influence d'un paradoxe sans solution: détentrice d'une "identité cognitive" récemment acquise et fortement variable selon les disciplines, elles apparaissaient dans l'ensemble désespérément dépourvue d'une véritable "identité professionnelle"¹², en dépit des efforts tentés ou des jugements *a posteriori* trop flatteurs (E. Bouvier, p. 144).

Le développement tardif de l'appareil bureaucratique avait engendré deux conséquences majeures pour les sciences sociales: premièrement, une forte détermination de la structure occupationnelle du système scientifique qui refoulait ses membres à l'extérieur des centres de décisions politiques de telle sorte que le statut de scientifique, chez les francophones en particulier, fut longtemps indissociable de celui d'universitaire¹³; deuxièmement, une sous-professionnalisation de l'activité scientifique, dans la mesure où le comportement professionnel peut être décrit, simultanément, par un haut niveau de savoir généralisé et systématique, une orientation explicite à l'égard de la communauté plutôt qu'envers les seuls intérêts individuels, un haut niveau de contrôle occupationnel à-travers des codes d'éthique intériorisés dans un processus de socialisation du travail, et enfin l'existence d'un système de récompenses matérielles et symboliques¹⁴.

Avec l'apparition d'un système technocratique moderne, l'aire de diffusion des sciences sociales s'élargit et se diversifie; à l'instant même ou l'intellectuel des sciences sociales abandonne son rôle d'intercesseur politique et de contempteur de l'idéologie clérico-nationaliste, il accède à la dignité d'*expert*, son savoir étant désormais perçu non plus comme le support savant des idéologies nouvelles, mais comme la source légitimante et rationnelle d'une planification politique indépendante¹⁵.

La révolution technocratique a également pour effet immédiat d'élargir le

RECENSIONS

champ d'appropriation du pouvoir. Celui-ci, comme l'écrivait le sociologue Fernand Dumont au terme de la Révolution tranquille, "tend à devenir une sorte de monopole de la connaissance" en vertu d'un déplacement qui s'exerce "du pouvoir sur les personnes au pouvoir sur la connaissance et sur les valeurs"¹⁶. Les intellectuels des sciences des super-structures", selon la formule de Gramsci. Dès lors, les rapports entre le pouvoir et les agents de l'université cessent d'être des rapports fondamentalement critiques ou antinomiques; l'intellectuel québécois des sciences sociales, ne fût-ce que par l'intermédiaire des commissions d'enquête auxquelles il est convié, participe à l'exercice du pouvoir politique (G. Rocher, pp. 374-375) dont il est la représentation technique nécessaire.

L'insertion des diverses sciences sociales dans l'appareil d'État n'est pas un phénomène uniforme. Ce qui a été diagnostiqué par certains comme une "emprise sociologique sur les structures et les politiques de la technocratie québécoise" (M.A. Tremblay, G. Gold, p. 261), correspondait en réalité à une suprématie professionnelle de l'économie et de ses méthodes d'analyse, dont A. Raynauld conclura qu'elle "ne dictait aucune politique" (p. 393). Entre 1955 et 1966, par exemple, 37,3% des diplômés en sciences sociales recrutés par la fonction publique du Québec étaient détenteurs d'un diplôme en économie, tandis que les diplômés de sociologie représentaient seulement 10,3% de ce groupe, soit une proportion deux fois inférieure à celle des diplômés en relations industrielles¹⁷.

Les implications juridiques des problèmes sociaux et des décisions politiques ont tout naturellement rapproché le droit de l'appareil étatique. En revanche, "la place du droit dans l'université ne s'est donc pas acquise simplement, et son intégration n'est pas encore complète" (P. Mackay, p. 340). En tant que mode dominant de contrôle social, le droit est investi par l'État d'une sorte de mission séculière. Il échappe de ce fait aux procédures d'insertion habituellement observées dans les sciences sociales.

Dans une toute autre perspective, le cas de la criminologie s'est révélé un exemple type dans la redéfinition, amorcée aux débuts des années 1960, des rapports entre la science et le pouvoir politique. Dans cet effort de redéfinition, la criminologie est rapidement apparue comme la science sociale québécoise la plus ouvertement engagée dans l'action réformatrice de l'État. À l'origine des principaux changements effectués dans le domaine pénal et dans le champ de la politique criminelle, la criminologie québécoise a déterminé des options de politiques sociales. La mise en application de programmes sociaux de prévention et des réformes dans l'administration de la justice a suscité l'arrivée d'une "légion de fonctionnaires chargés d'administrer les services, les programmes tout nouveaux, sortis directement des livres des universitaires-chercheurs-réformateurs" (D. Szabo, p. 408). Discipline à vocation professionnelle, la recherche criminologique "s'est traduite, *ipso facto*, dans la créa-

QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

tion d'un champ d'action précis investi de fonctions spécifiques" (p. 409). L'institutionnalisation accélérée de la criminologie s'est faite cependant au prix d'accommodations difficiles: en tant que catégorie objectivante d'un système de justice pénal déterminé fondamentalement par le droit, "la criminologie fut accusée de pratiquer la répression "administrativo-thérapeutique" " (p. 410). En devenant l'allié, sinon l'appui symbolique de la répression thérapeutique de l'État dans le domaine pénal, la criminologie s'est mise à douter de son propre pouvoir et fournissait, malgré elle, la preuve que "dans une société technocratique (...), le pouvoir donné aux experts camoufle le fait que leur "savoir" repose toujours sur les paradigmes qui ont défini les problèmes que ce "savoir" étudie"¹⁸.

La croyance en "l'autorité de la science" et en "l'utilité sociale de connaissances" fut définitivement blessée. La génération des années 1970 prit conscience, parfois brutalement, de la formidable rigidité éthique de l'appareil d'État: le soutien accordé depuis une décennie aux sciences sociales apparaissait lié tout à coup aux conditions autonomes de la décision politique et de ses intérêts particuliers. À mesure que le jugement des scientifiques tend à coïncider avec celui des décideurs politiques, c'est-à-dire à intégrer à son propre raisonnement des éléments du discours politique, il tend à se désinvestir peu à peu de ce qui fondait à l'origine sa spécificité culturelle. Plutôt qu'une alliance émanant du consensus démocratique, le soutien étatique apparut rétrospectivement comme l'annihilation d'une liberté: "dans ces conditions, conclut le criminologue Denis Szabo, ce que les sciences sociales ont gagné en influence et en autorité bureaucratique, elles le perdent, par ailleurs, en termes de liberté et d'indépendance de jugement dans l'exercice de leur fonction critique" (p. 414).

Ce désenchantement des sciences sociales n'eut pas seulement pour objet la nature de leurs relations à l'État; ce fut aussi un désenchantement à l'égard de soi-même, issu d'une crise de la légitimité scientifique et de la découverte soudaine de l'impuissance relative de la science à établir des prévisions appuyées sur l'analyse rationnelle. La fin des espoirs prométhéens marquera également la disparition des apprentis sorciers. "Mais peut-être, s'interroge à ce propos D. Szabo, avons-nous pris les résultats partiels de quelques recherches insuffisamment testées pour de l'argent comptant avec le désir de faire contribuer notre science à l'oeuvre de la justice sociale! Nous sommes ainsi devenus, sans en être conscients, et surtout, sans y être préparés, les jouets (...) des diverses parties engagées dans de féroces et machiavéliques combats politiques" (p. 428).

Si l'on tentait de décrire schématiquement, dans la perspective que l'on vient d'évoquer, les modes d'insertion dominant des générations successives d'universitaires des sciences sociales dans le champ politico-social, on pourrait dresser le tableau suivant:

RECENSIONS

1. la génération des pionniers (1930-1960): émergeant dans le champ du savoir sous la houppelande de l'universitaire humaniste, elle est publiquement engagée dans la critique des institutions politiques et sociales. Boudé par un État autoritaire et personnalisé qui le rejette à la périphérie de l'espace politique, l'intellectuel universitaire de cette génération occupe simultanément divers champs sociaux (scientifiques et extra-scientifiques), son influence culturelle s'exerçant dès lors bien au-delà de l'institution universitaire. Figure anti-weberrienne par excellence, l'universitaire de cette époque est d'abord un *intellectuel* engagé pour qui l'antinomie éthique de la responsabilité et de la conviction ne peut se résoudre par la seule neutralisation du discours savant;
2. la génération des "intellectuels organiques" (1960-1970); à l'ère du "narcissisme universitaire"¹⁹, l'influence culturelle des praticiens des sciences sociales emprunte les cheminements intéressés de la planification bureaucratique. Les universitaires de cette génération accèdent graduellement au positionnement central et stratégique de définisseurs légitimes et privilégiés de situation" (L. Maheu, p. 481). Toutefois, en concentrant ainsi leur action dans le champ du pouvoir et de l'université, c'est-à-dire en acceptant de soumettre l'application de leurs résultats au jeu de la décision politique, les universitaires de cette génération consentent du même coup à n'apparaître sur la place publique qu'à travers l'espèce de rayonnement indirect des réformes politiques qu'ils ont contribué à concevoir. Cette époque est donc celle de la marginalisation sur le plan social de l'intellectuel universitaire, désormais métamorphosé en "expert"
3. la génération du désenchantement critique (1970)-1980): l'ère du désenchantement marque la résurgence de l'universitaire comme intellectuel ou, plus précisément, l'apparition d'un nouveau type d'intellectuel dont N. Laurin-Frenette s'efforce de tracer l'univers (pp. 530-545). Armée d'une nouvelle grille sociographique qui rêve d'entreprendre "une réécriture de l'histoire nationale dans le langage des classes et de la lutte des classes" (pp. 539-541), cette nouvelle génération d'intellectuels universitaires exerce son magistère dans des lieux inédits: le syndicalisme universitaire bien sûr, mais surtout dans un cadre institutionnel distinct des formes académiques, celui des revues militantes (*Parti Pris, Socialisme, Chroniques, les Cahiers du socialisme*). En retrait partiel du champ politico-administratif, ces universitaires s'efforcent de démystifier

QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

l'idéologie technocratique qui entretient "au nom de la rationalité une forme déterminée de domination politique inavouée". Avec cette génération, l'intellectuel universitaire québécois entre dans l'ère de la visibilité restreinte.

En guise de conclusion

Nous n'espérons pas en entreprenant ce texte rédiger un compte-rendu exhaustif des "actes du colloque" **Continuité et rupture** de la Société Royale du Canada. Au moment de conclure on serait tenté, face à cette gigantesque "oeuvre ouverte", d'emprunter les mots des organisateurs et d'affirmer qu'"au terme de la lecture d'un ouvrage comme celui-ci, on doit reconnaître qu'il ne se prête à aucune conclusion" (p. 400).

Ajoutons tout de même que si l'objectif premier de cette entreprise, qui consistait à créer des conditions favorables de dialogue entre différentes générations de praticiens des sciences sociales, a pu être facilement réalisé, le deuxième objectif comportait des difficultés certaines puisqu'il impliquait un approfondissement qualitatif des connaissances sur les rapports entre les sciences humaines et la société québécoise. À cet égard, il faut bien reconnaître que la première section de l'ouvrage qui représente en volume environ le quart des textes rassemblés, n'ajoute rien de significatif au stock de connaissances accumulées. Les textes de cette série des "Itinéraires sociologiques" publiés il y a une décennie dans un numéro spécial de la revue *Recherches sociographiques*²¹. La même génération, sinon les mêmes acteurs parfois, ne peut engendrer, au plan strictement historiographique, qu'un seul et même discours. Si le débat a pu y gagner en authenticité, il a été par ailleurs incapable d'échapper à une certaine répétition. Les sections suivantes, en revanche, décrivent un panorama plus neuf, et c'est là sans aucun doute que réside la contribution la plus originale de cet ouvrage, puisqu'on y montre non seulement les discontinuités idéologiques entre les générations de "social scientists", mais aussi l'arrière-plan des luttes politico-sociales, l'éclatement des valeurs, la stratification graduelle du tissu social, l'intégration de la raison technique au discours politique, la réorganisation de l'activité professionnelle, l'envahissement bureaucratique, etc.

Cet ouvrage n'échappe pas, évidemment, au particularisme des ouvrages collectifs qui n'ont pas, préalablement, fait l'objet d'une planification coordonnée. Aussi, à côté de textes véritablement remarquables (D. Szabo) ou suggestifs (J.J. Simard), retrouve-t-on d'autres textes beaucoup plus faibles (J. Dufresne, D. Latouche), sinon carrément décevants (L. Courville), ou encore, des textes dont la forme et le contenu sont en totale rupture avec le reste de l'ouvrage (P. Bernard).

RECENSIONS

Quant au mérite particulier de cet ouvrage, il consiste essentiellement à avoir démontré, une fois encore, mais à partir de la réflexion et du témoignage de ses principaux acteurs, que les sciences sociales québécoises ont contribué par à-coups, alliances, ruptures, retraductions diverses, illusions déçues ou espoirs réalisés, à façonner la culture d'une société et à la libérer, même incomplètement, des pouvoirs qui ont tenté de soumettre ou d'orienter son destin.

École nationale
d'administration publique

Notes

1. Conseil des sciences du Canada, *La recherche en sciences sociales au Canada — Stagnation ou régénération?*, (Ottawa: Ministre des Approvisionnements et Services, 1985), pp. 34-35.
2. Soulignons à titre de références indicatives les quelques titres suivants: J.-C. Falardeau, *L'essor des sciences sociales au Canada français*, (Québec: Ministère des Affaires culturelles, 1964). M. Fournier, "L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec", *Sociologie et sociétés*, 5, 1, 1973, pp. 27-59; M. Fournier et al., "Le champ scientifique québécois: structure, fonctionnement et fonctions", *Sociologie et sociétés*, 7, 1, 1975, pp. 119-130; M. Leclerc, *La science politique au Québec*, (Montréal: Éditions de l'Hexagone, 1982), pp. 57-94.
3. F. Dumont, Y. Martin (dir.), *Situation de la recherche sur le Canada français*, (Québec: Presses de l'Université Laval, 1962), p. 7.
4. "Situation de la recherche 1962-1984", *Recherches sociographiques*, 26, nos 1-2, 1985.
5. W.O. Hagstrom, *The Scientific Community*, (New York: Basic Books, 1963). Dans le même esprit, le criminologue Denis Szabo ("Révolution permanente ou éternel renouvellement: la criminologie en situation") souligne à sa manière ce mouvement parallèle de rupture: "C'est en rejetant "l'ancien" (et les anciens...) que l'on impose le nouveau (et surtout "les nouveaux...")" (p. 415).
6. J. Ben-David, R. Collins, "Social Factors in the Origins of a New Science: the Case of Psychology", *American Sociological Review*, 21, 4, 1966, pp. 451-466.
7. M. Fournier, "Les conflits de disciplines: Philosophie et sciences sociales au Québec, 1930-1960", *Philosophie au Québec*, L'univers de la philosophie 5, (Montréal: Bellarmin, 1976), pp. 207-237.
8. Cf. à ce sujet A. Koyré, "Perspectives sur l'histoire des sciences", *Études d'histoire de la pensée scientifique*, A. Koyré (dir.) (Paris: Presses Universitaires de France, 1966), pp. 352-361.
9. R. Hahn, *The Anatomy of a Scientific Institution. The Paris Academy of Science. 1666-1803*. (Berkeley: University of California Press, 1971), p. 10.
10. M. Fournier, L. Maheu, "Nationalisme et nationalisation du champ scientifique québécois", *Sociologie et sociétés*, 7, 1975, p. 101.
11. Sur les différentes stratégies d'autorité produites par le champ scientifique, voir P. Bourdieu, "La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales des progrès de la raison", *Sociologie et sociétés*, 7, 1, 1975, pp. 114-116.
12. Sur ce paradoxe de l'institutionnalisation des connaissances scientifiques, voir A. Thackray et R.K. Merton, "On Discipline Building: The Paradoxes of George Sarton", *Isis*, 63, 1972, pp. 473-495.
13. Y. Lamarche, "Le champ intellectuel et la structure de ses positions: le cas de la Société Royale du Canada", *Sociologie et sociétés*, 7, 1, 1975 p. 151.
14. B. Barber, "Some Problems in the Sociology of the Professions", *Daedalus*, 1963, p. 672.
15. Voir à ce propos, D. Nelkin, "The Political Impact of Technical Expertise", *Social Studies of Science*, 5, 1, 1975, pp. 35-54.
16. F. Dumont, "Le sociologue et le pouvoir", *Le pouvoir dans la société canadienne-française*, F. Dumont,

QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

- J.P. Montminy (dir.), (Québec: Presses de l'Université Laval, 1966), pp. 19-20.
17. P. Gervais, *Les diplômés en sciences sociales dans la fonction publique du Québec*, thèse de maîtrise en science politique, Université de Montréal, 1970, p. 66.
 18. G. Fourez, *La science partisane*, (Paris: Duculot, 1974), p. 123.
 19. J. Godbout, "Des saucissons dignes de ce nom", *Possibles*, 10, 2, 1986, p. 96.
 20. J. Habermas, *La technique et la science comme idéologie*, (Paris: Denoël, 1973), Coll. Médiations, p. 5.
 21. *La sociologie au Québec*, Extrait de la revue *Recherches sociographiques*, volume XV, numéros 2-3, mai-décembre 1974.